

Il n'est pas rare de lire sur les réseaux sociaux des éloges dithyrambiques adressés « au peuple et au gouvernement cubains » qui, au même moment où Trump coupe les vivres à l'OMS, envoient des équipes médicales aux quatre coins du monde. On peut certes être admiratifs, mais chercher à comprendre peut aussi se révéler nécessaire.

Ainsi que le démontre l'universitaire et militant étasunien né à Cuba [Samuel Farber](#), l'exportation de personnel de la santé représente la première source de devises étrangères pour l'économie cubaine, devant les remises d'argent des cubains émigrés et les bénéfices générés par le tourisme.

Relancer un produit phare

Au-delà des effets positifs pour les populations qui ont bénéficié de l'aide médicale cubaine, l'important déploiement d'équipes médicales dans différents pays frappés par la pandémie ressemble fortement à une opération promotionnelle des plus classiques. Il s'agit clairement de valoriser l'exportation de services médicaux qui, en 2019, représentait 46% des exportations cubaines et plus de 6% du PIB : un vrai produit phare !

Depuis deux ans, cependant, il est frappé par une série de décisions politiques. L'expulsion de 8500 médecins cubains décidée par Jair Bolsonaro a été suivie, un an plus tard, par le renvoi à la maison de 700 médecins suite au coup d'État en Bolivie et par la décision unilatérale, prise le 11 novembre 2019, par le gouvernement de Lenín Moreno, de mettre fin au programme de collaboration médicale et scientifique entre l'Équateur et Cuba. Pour cette dernière, le manque à gagner est énorme : de l'ordre de 6 à 8 milliards de dollars[1].

Dans d'autres contextes, l'exportation de services médicaux a donné lieu à des échanges à prix préférentiels, comme pour ce qui est du Venezuela, de produits indispensables à l'économie cubaine tel le pétrole. Toutefois, le durcissement des sanctions étasuniennes contre le gouvernement bolivarien et l'effondrement de la production de brut vénézuélien - réduite aujourd'hui à moins de 40 % de ce qu'elle était au moment de la mort de Chavez en 2014 - aggravent la situation.

De ce fait, depuis septembre de l'année passée, à Cuba, la distribution d'énergie électrique - produite grâce au pétrole - est interrompue plusieurs fois par jour sauf dans certains quartiers de la capitale, ceux des ministères et des ambassades. Combinées au manque de carburant qui affecte brutalement le transport de marchandises - le transport par le rail est réduit à sa plus simple expression -, les pannes d'électricité provoquent une chute brutale de la productivité du travail dans l'industrie et les services.

Affamés dans le noir...

La productivité est aussi en chute libre dans l'agriculture dans la mesure où, sans la subvention mensuelle de 200 litres de pétrole qui n'est plus versée depuis septembre de l'année passée, elle a opéré un retour forcé à la traction animale. « *Ce que je faisais en une heure avec mon tracteur[2], avec les bœufs, je le fais en un jour* » déclarait récemment à la Radio suisse romande[3] un travailleur agricole de la région de Camagüey. Et quand on n'a même pas les bœufs pour remplacer les tracteurs ?

Cette chute de la productivité aggrave la situation déjà particulièrement précaire d'une agriculture dont la moitié des terres arables sont condamnées par un arbuste particulièrement envahissant, appelé à Cuba *marabù*. Cet épineux probablement arrivé sur l'île dans les intestins de vaches appartenant à des troupeaux importés d'Afrique, durant les années 1990, est très difficile à arracher à cause de la profondeur de ses racines. À défaut, les Cubains s'étaient résignés à le débroussailler, à le couper accumulant de la sorte de très grandes quantités de bois qu'un accord établi avec l'administration Obama leur permettait d'exporter aux États unis pour la fabrication de cellulose.

Suite à la dénonciation de cet accord de la part de l'administration Trump, Cuba se retrouve avec des quantités énormes de bois sur les bras et finit par ne plus couper les arbustes, permettant ainsi l'expansion rapide et durable du *marabù*.

Les effets de cette situation ne se sont pas fait attendre : après les premières alertes à la fin de l'année passée, les pénuries alimentaires sont devenues une réalité quotidienne dans les grandes villes où, en sus, l'électricité fait défaut plusieurs heures par jour.

Helms & Burton

Et ce n'est certainement pas la décision étasunienne de mai 2019 d'appliquer les chapitres II et III de la *Loi Helms & Burton* - adoptée en 1996 - qui va améliorer la situation, bien au contraire !

Les deux Chapitres entrés en vigueur pour la première fois l'année passée autorisent tout citoyen cubain ou étasunien qui aurait été « *dépouillé de ses biens* » par le régime castriste à introduire une action en justice contre les compagnies qui investissent ou commercent avec Cuba. Ils ont un effet délétère sur les investissements au moment où la direction de l'État cubain fait les yeux doux aux investisseurs étrangers...

À l'activation de ces Chapitres contestés de la *Helms & Burton* viennent s'ajouter d'autres mesures prises par l'administration Trump. Ainsi, la limitation à 1000 US\$ du montant mensuel des remises opérées par les émigrés aux États-Unis en faveur des familles restées à Cuba pourrait, selon les estimations, réduire de 20 à 30 % les flux monétaires^[4], qui plus est en dollars. Des effets analogues résultent de la limitation des permis accordés aux citoyens étasuniens de voyager à Cuba^[5], de la suppression des permis de navigation vers l'île - y compris pour les croisières - et de la limitation des vols au seul aéroport de La Havane.

Quant au tourisme - qui avait déjà enregistré un recul de 9,3 % l'an passé -, on estime que l'actuelle fermeture des frontières coûte quelque 140 millions de dollars par mois à l'économie cubaine.

Le résultat est évident : fin avril, 16 % des familles cubaines n'étaient plus en mesure de satisfaire leurs besoins de base^[6]. Sur ce plan aussi, le *gap* entre « *los cubanos que van à pié* »^[7] et la nouvelle couche de bénéficiaires de l'ouverture au secteur privé accentue la nouvelle stratification sociale en cours à Cuba.

Saisir l'occasion de la pandémie

Engagé dans d'importantes formes de restauration de la propriété privée et après avoir accordé la propriété des chemins de fer - et de la plus que stratégique ligne La Havane - Santiago - à la SNCF et à la russe RZD en 2018, le pouvoir semble tenté de saisir l'occasion de la pandémie, dont les

effets sur le PIB sont estimés à une baisse de 3,7 %[\[8\]](#), pour accélérer les réformes structurelles.

Stimulées par le très officiel Centre d'études de l'économie cubaine (CEEC), une série de réformes – qui assument plutôt les contours de *contre-réformes* – se font jour. Parmi celles-ci, la première vise à supprimer le système de la double monnaie – le peso cubain, CUP, pour les Cubains et le CUC, aligné sur le cours du dollar, pour les étrangers – au profit d'une seule monnaie, le CUC, qui rassure les investisseurs potentiels. Pour la population cubaine, les effets pourraient être désastreux dans la mesure où l'existence de la monnaie nationale les met à l'abri par le biais de la fixation des prix.

Et cela pourrait s'amplifier dans la mesure où la nouvelle Constitution adoptée en 2019 accorde des pouvoirs très étendus à l'administration pour flexibiliser et limiter certaines protections sociales afin de séduire les investisseurs étrangers[\[9\]](#).

En même temps, autre faveur accordée au secteur privé, il s'agirait d'élargir la liste des produits acheteables en devises étrangères, en accélérant ainsi l'adoption, normalement envisagée pour 2022, d'une loi « *sur les entreprises, associations et sociétés mercantiles* » qui fait une large part aux intérêts privés. De leur côté, nombreux sont les experts du CEEC qui insistent sur la « *nécessaire collaboration entre secteur public et secteur privé* » dans la fixation des prix des produits agricoles[\[10\]](#).

Nombreux également sont ceux, parmi les économistes du CEEC qui appellent à une accélération du processus d'adoption de la *Loi sur les terres*. Prévues initialement pour 2022, la nouvelle loi représente une rupture fondamentale avec le passé révolutionnaire puisqu'elle ne prévoit rien de moins que... « *la privatisation de la terre* »[\[11\]](#).

En fin de compte...

Entre envie d'y croire ou admiration béate d'une part et tristes réalités de l'autre, c'est l'analyse froide de ces dernières qui doit s'imposer pour comprendre la situation actuelle de l'île. Hélas...

Illustration : Reuters/Alexandre Meneghini.

Notes

[\[1\]](#) À titre de comparaison, le PIB de Cuba était, en 2018, de 97 milliards d'US\$.

[\[2\]](#) Notons que les tracteurs comme la plupart des machines agricoles datent encore de l'époque de l'aide soviétique – années 1970 et 1980 – et souffrent non seulement d'obsolescence mais aussi de difficultés croissantes pour trouver des pièces de rechange.

[\[3\]](#) RTS la première, 29 janvier 2020, émission « Tout un monde ».

[\[4\]](#) Ricardo Torres, professeur d'économie à l'Université de la Havane « El rompecabeza económico cubano frente a la pandemia », *Nueva Sociedad*, Mayo 2020.

[\[5\]](#) Une première limitation avait déjà été introduite plus tôt par l'administration Trump qui autorise

les seuls séjours à Cuba destinés à « aider ce peuple à se libérer du joug communiste ».

[6] Torres, id.

[7] « Les cubains qui vont à pied », à savoir ceux pour qui l'automobile n'est qu'un rêve inaccessible. L'expression est largement utilisée pour décrire les laissés pour compte des ouvertures au secteur privé.

[8] Torres, Id.

[9] Cf. P. Gilardi : <http://rproject.it/2019/03/cuba-cosi-e-se-ci-pare/>

[10] Torres, Id.

[11] Torres. Id.